

Les jours heureux

Le 21 janvier, Olivier Faure a présenté les vœux du PS pour l'année 2020, mais plus généralement pour la décennie qui s'ouvre. L'occasion pour lui de rappeler les priorités des socialistes et de délivrer un message d'espoir.

« Nous n'avons aujourd'hui que deux priorités : la transition écologique face à l'urgence climatique et la lutte contre les inégalités, qui gangrènent et détruisent nos sociétés », a rappelé le Premier secrétaire national.

« Nos sociétés ont changé deux fois de monde en une décennie, avec la crise financière et ses terribles suites, et avec la prise de conscience brutale que le changement climatique aura des conséquences concrètes et dramatiques dans un avenir qui se rapproche dangereusement. La décennie qui s'ouvre doit être celle des réponses et de la mobilisation générale face aux inégalités et face à l'urgence climatique. Je veux construire ces réponses autour de deux notions clés : la fraternité et la vie digne.

La fraternité est cette valeur républicaine trop souvent délaissée qui doit nous permettre de retrouver le sens du collectif et de l'attention aux autres, de comprendre que nous partageons sur la planète le même destin, d'assumer dans la laïcité l'identité d'une France devenue plurielle et métissée, de garantir à chacun une place dans la République c'est-à-dire à la fois l'égalité des droits et la sécurité. Une vie digne est une vie soutenable où chacun peut accéder au bien-être et faire le choix de son existence. Cette vie est impossible dans une planète dérégulée qui met en danger notre santé, comme nos lieux de vie. Mon engagement écologiste



Il n'y a pas de fatalité

est justifié par mon engagement humaniste de garantir à toutes et tous bien-être et qualité de vie. Une vie digne c'est aussi une société qui protège les plus faibles, qui organise les services publics, qui œuvre à l'émancipation par l'éducation et la culture. Santé, école, logement sont les trois piliers de cette dignité et de ce bien-être qui doivent nous mobiliser.

Fraternité et dignité se rejoignent pour faire de l'humain la seule boussole de notre action. Les réponses doivent être collectives et collaboratives. Quand le Conseil national de la Résistance avait finalisé, dans la clandestinité, son programme, il avait choisi de l'intituler "Les jours heureux". Il nous a légué un pacte social qui est un patrimoine essentiel de notre pays. S'il doit être réformé il doit toujours rester fidèle à cette vision des "jours heureux" où vibrent la fraternité et la dignité humaine retrouvées après les épreuves. Je veux vous dire que nous n'en avons pas fini avec les jours heureux !

Rien n'est écrit ! Il n'y a pas de fatalité à ce que le choix se borne à la résignation ou au chaos ! Je prends date avec vous. Plus qu'un vœu, c'est une conviction, 2020 sera l'année de l'écriture d'un nouveau chemin pour la gauche, les écologistes et les socialistes ! »



Panique à bord

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? Le 26 janvier, on apprenait que le président de la République avait convoqué Cédric Villani, candidat dissident d'En marche à Paris, pour lui demander de se rapprocher du candidat officiel Benjamin Griveaux. À peine sorti de l'Élysée, le candidat dissident adressait une fin de non-recevoir et confirmait le maintien de sa candidature.

Alors que le pays connaît un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle, que l'épidémie de coronavirus menace et à quelques jours du Brexit, le président de la République n'a donc rien de plus urgent à régler que le conflit qui oppose deux membres de son parti pour les élections municipales à Paris ?

Cet épisode illustre parfaitement la fébrilité qui règne au sommet de l'État alors même que les élections municipales s'annoncent catastrophiques pour le parti présidentiel.

Une autre réforme est possible

Dans le prolongement du meeting commun qui s'était tenu à Saint-Denis, treize organisations de gauche et écologistes ont, le 22 janvier, présenté un document commun pour une réforme des retraites justes.



« **N**ous avons cherché un consensus à gauche et chez les écologistes. Il n'y a pas un seul chemin possible, il y a une autre voie que celle que le gouvernement tente d'imposer, nous présentons une alternative », a insisté Olivier Faure, le Premier secrétaire national, avant d'expliquer : « Ce travail s'inscrit dans la lignée des combats commun que j'ai appelé de mes vœux dès la rentrée 2018. Y parvenir n'avait rien d'une évidence. Je me félicite que chacun ait créé les conditions de positions communes. J'ai tenu à ce que les socialistes y prennent toute leur part. Plus que jamais les mots de Victor Hugo résonnent à nos oreilles : "Ceux qui vivent sont ceux qui luttent" ! »

« Chacun peut constater qu'une adoption à la hussarde au Parlement est une voie dangereuse pour le pays », prévient Olivier Faure. « Discuter d'une réforme systémique sans posséder les éléments de financement ni les simulateurs permettant de juger des situations individuelles, est une provocation qui ne peut conduire qu'à l'exacerbation des tensions. C'est la raison pour laquelle avec l'ensemble des forces de gauche et écologistes nous avons demandé le retrait du texte parce que face à une situation de blocage il faut relancer une négociation transparente avec les partenaires sociaux. »

« Ceux qui vivent sont ceux qui luttent ! »

En outre, pour le PS, le débat devrait être élargi aux enjeux de vieillissement et de solidarité entre les générations. Oui, les retraites sont un élément clé de la solidarité entre les générations. Je veux que s'ouvre dans le pays un débat sur une « garantie grand âge » assurant à chacun un accompagnement pour une vie digne jusqu'à son terme.

Les signataires de la plateforme « Retraites : d'autres choix sont possibles » réaffirment leur attachement au droit à la retraite comme un revenu socialisé issu du travail. « Nous réaffirmons le choix d'un régime à prestations définies basé sur la répartition solidaire et sur un ensemble de garanties collectives. Nous nous opposons à la substitution, même partielle, de cette solidarité publique

par des démarches de capitalisation profondément inégalitaires, incertaines et destructrices de valeur », rappellent-ils. Notre système de retraite n'est pas en faillite, son déficit est creusé par la politique du gouvernement. Il est toutefois perfectible et doit être amélioré. Pour ces raisons, les signataires refusent toute mesure d'économie sur le dos des retraités : « pas d'âge pivot, ni de mesures d'âge, ni maintenant ni plus tard ». Ils refusent d'avoir à choisir entre travailler plus ou gagner moins.

Enfin, il est impératif de maintenir le départ anticipé à taux plein pour les carrières longues. la reconnaissance de la pénibilité des métiers doit être améliorée afin de permettre réellement aux travailleurs concernés un départ anticipé à la retraite. Cela suppose d'engager une réflexion pour apporter des garanties collectives au dispositif existant et de déployer en amont une grande politique de prévention de l'usure professionnelle. Enfin, l'égalité femmes-hommes à la retraite commence par l'égalité dans les carrières et les salaires, et implique de réduire la fracture salariale entre les hommes et les femmes.



La mobilisation reste forte

Un projet bâclé



Depuis des semaines et des semaines, les parlementaires socialistes ne cessent de dénoncer l'impréparation du projet de réforme du système des retraites. Le Conseil d'État leur a totalement donné raison dans un avis publié le 24 janvier.

Tout y passe. L'amateurisme pour le chiffrage du projet. « Le Conseil d'État constate que les projections financières ainsi transmises restent lacunaires et que, dans certains cas, cette étude reste en deçà de ce qu'elle devrait être, de sorte qu'il incombe au gouvernement de l'améliorer encore avant le dépôt du projet de loi au Parlement, en particulier sur les différences qu'entraînent les changements législatifs sur la situation individuelle des assurés et des employeurs, l'impact de l'âge moyen plus avancé de départ à la retraite, qui résulterait selon le gouvernement de la réforme, sur le taux d'emploi des seniors, les dépenses d'assurance-chômage et celles liées aux minima sociaux ».

Le Conseil d'État partage les mêmes inquiétudes que les socialistes concernant le recours aux ordonnances : « le fait, pour le législateur, de s'en remettre à des ordonnances pour la définition d'éléments structurants du nouveau système de retraite fait perdre la visibilité d'ensemble qui est nécessaire à l'appréciation des conséquences de la réforme et, partant, de sa constitutionnalité et de sa conventionnalité ».

Le Conseil d'État revient sur le bien-fondé même d'une réforme lorsqu'il précise : « Le projet de loi intervient dans un contexte de relative solidité du système français de retraite, en raison notamment des réformes des années récentes qui ont permis de sécuriser son financement ». En effet, et les socialistes l'entendent régulièrement dans les manifestations, c'est bien sous le quinquennat de François Hollande qu'ont été prises les mesures qui s'imposaient alors pour sauver notre système de retraites et éviter ainsi de recourir à des mesures injustes et brutales aujourd'hui. Aucune raison budgétaire ne justifie ce projet de réforme.

Une circulaire sans nuance

Faut-il que l'exécutif soit inquiet pour en arriver à être obligé de publier une circulaire inique qui n'est destinée qu'à conforter l'histoire que les communicants de l'Élysée souhaitent nous raconter !

La circulaire, adressée aux préfets pour leur indiquer comment comptabiliser les résultats des élections municipales, constitue un pur scandale dénoncé par l'ensemble des forces politiques et des associations d'élus.

Les sénateurs Patrick Kanner, Jérôme Durain, Éric Kerrouche et Didier Marie ont, dans une Tribune publiée le 19 janvier, expliqué les motivations du gouvernement : **« Devant l'impossibilité manifeste d'investir en nombre suffisant des candidats aptes à mener une campagne et à bâtir des majorités municipales, LREM a d'abord introduit une subtilité sémantique distinguant "investitures" et "soutiens". Ainsi, la stratégie du "coucou" a été privilégiée en multipliant ces soutiens à des maires sortants ; le plus souvent**

de droite. Ces choix opportunistes sont avant tout destinés à brouiller les cartes, et si possible, à pouvoir revendiquer d'éventuelles victoires acquises par d'autres. L'objectif est donc bien d'obtenir un résultat électoral par tous les moyens et non pas de porter une vision, des valeurs ou un programme proposé aux citoyens pour les six années à venir. »

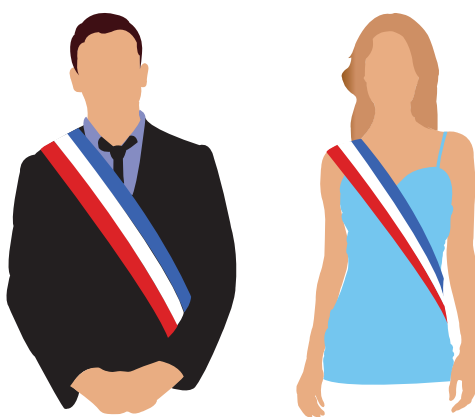
Mais la circulaire ne se limite pas à ces soutiens. Elle apporte aussi des éléments aux préfets pour leur expliquer dans quelle catégorie ranger les différentes listes.

C'est ainsi qu'on découvre la nuance « divers centre » dans laquelle seront rangées toutes les listes investies ou donc soutenues par LREM ou le MODEM.

Mais la perversité va plus loin. En effet, les listes de gauche seront classées dans sept catégories alors même que ces différentes sensibilités se retrouvent bien souvent sur les mêmes listes.

La droite, bien que très divisée, ne comptera pour sa part que trois nuances alors qu'il aurait été tout à fait possible dans cette famille politique aussi de distinguer au moins sept nuances.

Cerise sur le gâteau, la circulaire de Christophe Castaner vient de créer une nuance « gilets jaunes » alors même que très peu de listes se revendiquent de ce mouvement. Certes, l'une des meneuses du mouvement, Ingrid Levavasseur se présente à Louviers, (18 000 habitants) mais de là à créer une nouvelle nuance... Sauf à vouloir absolument, au soir des Municipales, annoncer un score infinitésimal et décréter la fin de ce mouvement. Mais ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait tomber la fièvre.



Une circulaire unanimement dénoncée

Histoire d'eau

Depuis le mois de septembre 2018, une histoire d'eau empoisonne le climat politique dans la région de Quimper. À la suite de l'attribution du traitement de l'eau du Pays Glazik à la SAUR, le président de QBO a adressé un signalement au parquet mettant en cause deux agents du service environnement, soupçonnés de délit de favoritisme. Le vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement a été contraint de quitter ses fonctions.

Il faudra attendre le 18 décembre 2019 pour que le parquet classe l'affaire sans suite. Il s'agit d'un désaveu cinglant pour Ludovic Jolivet.

« Mon soutien va aux agents de la collectivité mis en cause de façon brutale, dénigrés auprès de leurs collègues, mis à pied pendant des mois, placardisés après réintégration, et à l'ensemble

des agents de la collectivité », a réagit Isabelle Assih.

Même si l'affaire est close, d'un point de vue judiciaire, elle laissera des traces sur le plan politique. Pour la tête de liste *Quimper ensemble* **« il faut tourner cette page douloureuse et retrouver la sérénité pour l'ensemble du**

personnel et enfin recréer la confiance aujourd'hui perdue au sein de QBO. Sans confiance, sans respect mutuel, sans valorisation de l'expertise du travail, rien n'avance ! »

C'est la raison pour laquelle la candidate vient de prendre des engagements concernant la gestion du personnel.

Elle insiste particulièrement sur la nécessaire concertation au sein des comités de direction et des comités paritaires, sur la formation des agents et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Quant à la gouvernance de QBO, ébranlée par les méthodes de Ludovic Jolivet, elle s'engage à garantir la transparence du fonctionnement du bureau et du travail des commissions en amont des délibérations et à désigner un chargé du suivi de chaque compétence communautaire dans les conseils municipaux.



Il faut recréer la confiance

Agenda

8 février

À partir de 9h30 :

Rencontre des secrétaires et trésoriers de sections au local du PS à Brest.

15 et 22 mars

Premier et second tours des Municipales.

J-51

Bonnes campagnes à toutes et à tous !

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428

N° 1297 - Vendredi 31 janvier 2020

www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON

Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Pour un sport soutenable

Régis Juanico

Alors que les voitures, motos et camions du Dakar s'élançaient sur les pistes d'Arabie Saoudite, Régis Juanico publiait une Tribune pour dénoncer le choix de ce pays, par les organisateurs de ce rallye. Au-delà de cette compétition, le député de la Loire pose plus largement la question de l'éthique dans le sport et de l'importance grandissante des intérêts financiers au détriment des valeurs sportives.

Cap Finistère : Comment es-tu devenu l'un des spécialistes français des politiques sportives ?

Régis Juanico : Je me suis toujours intéressé au sport et à la politique. Fils d'un prof d'EPS, je suis moi-même un ancien athlète et handballeur. J'ai été à plusieurs reprises rapporteur du budget des sports à l'Assemblée nationale et j'ai publié des rapports sur le sport et la santé, le sport à l'école ou sur la nécessaire solidarité entre sport amateur et professionnel.

Cap Finistère : Depuis des années, les pays du Golfe investissent dans le sport. Pourquoi as-tu dénoncé le Dakar en Arabie Saoudite ?

Régis Juanico : Oui, depuis plusieurs années les pays du Golfe développent une politique qui consiste à acheter les droits sportifs et à organiser des compétitions. On peut appeler ça du soft power, moi je préfère parler de la politique du carnet de chèque.

L'achat du Dakar par l'Arabie Saoudite n'est, en effet, que le dernier épisode d'une longue liste de scandales. Je rappellerai les mondiaux d'athlétisme au Qatar où les athlètes ont été obligés de concourir dans des conditions climatiques mettant en danger leur santé.

Les ONG dénoncent régulièrement les conditions de travail des ouvriers sur les chantiers des grandes infrastructures sportives dans les pays du Golfe. Selon elles, 3000 d'entre eux, essentiellement des Népalais et des Indiens, ont déjà trouvé la mort sur ces chantiers. Dans ma Tribune, j'ai rappelé l'affaire Jamal Khashoggi, du nom de ce journaliste assassiné dans les locaux du consulat saoudien en Turquie, mais aussi la guerre au Yémen dont on parle peu mais qui a déjà fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de dizaines de milliers de réfugiés. Et il faut aussi répéter que l'Arabie Saoudite pratique la peine de mort et a procédé à 180 exécutions l'an dernier.

En outre, il existe un véritable risque d'accaparement des grandes compétitions

sportives par des intérêts financiers. Les pays d'Amérique du Sud n'ont pas pu s'aligner sur les offres saoudiennes. Le seul critère serait alors le retour sur investissements qui ne fait jamais bon ménage avec les valeurs du sport.



Cap Finistère : La Coupe du monde de football pourrait-elle ne pas se tenir au Qatar ?

Régis Juanico : Il existe de graves soupçons sur la manière dont elle a été attribuée et des enquêtes, menées par le parquet national financier, sont en cours. À cela s'ajoutent des questions liées au respect des droits de l'Homme ou des valeurs sportives comme l'universalité, la tolérance ou l'égalité femmes/hommes. Personne n'est dupe : le sport sert de caution pour redorer l'image de ces pays. On peut même parler de sport-washing.

Cependant, alors qu'elle a été attribuée, il me semble difficile de revenir sur cette décision, sauf cas de force majeure. Je ne crois pas au boycott qui n'a jamais fonctionné. Ni dans la dictature argentine en 78, ni pendant la guerre froide pour les Jeux Olympiques.

Cap Finistère : Alors, comment pourrait-on préserver le sport des influences politiques et géostratégiques ?

Régis Juanico : D'abord, il faut en parler, notamment en publiant des Tribunes et soutenir les ONG.

Ensuite, il me semble que la solution ne peut venir que de l'Union européenne. Sûrement pas d'un seul pays. Avec ses 500 millions d'habitants, l'UE peut imposer ses critères. Cela passe par des cahiers des charges très stricts sur les critères environnementaux ou sociaux.

À cet égard, les fédérations doivent prendre en exemple le comité international olympique qui a mis en place un cahier des charges pour les Jeux Olympiques et Paralympiques. Il faut aller vers des jeux soutenables dans des pays qui ne nécessitent pas de nouvelles infrastructures et qui respectent les droits élémentaires, comme pour Paris 2024.

J'ajoute que cette politique du carnet de chèque à des répercussions sur l'ensemble des sports puisque certains pays, compte tenu de l'inflation des droits de diffusion, ne peuvent même plus postuler pour organiser des épreuves.